

Avis n° 03-633 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 15 mai 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2003031 relative à la commercialisation de l'offre " Bonus temps " sur les forfaits Pro/PME

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment son article L. 36-7 ;

Vu l'article 17 du cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 ;

Vu la décision tarifaire transmise par France Télécom, reçue le 23 avril 2003 ;

Après en avoir délibéré le 15 mai 2003,

I. Objet de la décision tarifaire

La présente décision tarifaire consiste à créer une offre " Bonus temps " portant sur les options tarifaires " Forfait Local Pro/PME " et " Forfait France Pro/PME ".

Ces options s'adressent aux clients titulaires d'un contrat " Professionnel ", " Professionnel Présence " ou " Professionnel Numéris " et peuvent s'appliquer sur un ensemble de lignes analogiques ou de canaux B.

L'offre " Forfait Local Pro/PME " constitue une gamme de forfaits de communications téléphoniques locales, valables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7.

L'offre " Forfait France Pro/PME " est composée d'un ensemble de 12 forfaits mensuels portant sur les communications locales, de voisinage et nationales de grande distance. Ces forfaits vont de 5 heures à 230 heures ; ils sont utilisables 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Au-delà du forfait, le prix de ces communications fait l'objet d'une tarification spécifique.

L'offre " Bonus temps " concernant ces deux gammes de forfaits consiste à accorder gratuitement un pourcentage de temps de communication supplémentaire, pour chaque forfait considéré, en fonction de l'ancienneté de souscription au contrat correspondant.

Les minutes acquises dans le cadre du " Bonus temps " sont consommées avant le forfait ; elles ne peuvent être reportées d'une période de facturation sur l'autre, même si le client a souscrit à l'option " Report des minutes ".

Ainsi, pour le " Forfait Local Pro/PME " et le " Forfait France Pro/PME ", le pourcentage de temps de communication supplémentaire accordé par mois est de :

- 5 % pour un forfait souscrit depuis plus de 6 mois,
- 10 % pour un forfait souscrit depuis plus de 12 mois,
- 15 % pour un forfait souscrit depuis plus de 18 mois.

En cas de changement de forfait, le client pourra conserver son ancienneté et le pourcentage de " Bonus temps " sera calculé sur la base du nouveau forfait souscrit.

II. Analyse de l'Autorité

L'Autorité a examiné l'incidence que l'offre " Bonus temps " proposée dans la présente décision tarifaire peut avoir sur les contexte concurrentiel du marché concerné.

En particulier, elle s'est attachée à vérifier si un opérateur tiers, ayant recours au service d'interconnexion de France Télécom, peut proposer, dans des conditions économiques viables, une offre équivalente au " Bonus temps " portant sur des options comparables au " Forfait Local Pro/PME " et " Forfait France Pro/PME ".

L'Autorité rappelle que France Télécom a modifié récemment à la baisse le prix des communications passées dans le cadre du " Forfait France Pro/PME " et prévu également des évolutions de même nature concernant le " Forfait Local Pro/PME " (1).

L'Autorité considère que les clients titulaires de l'offre " Bonus temps " pourront adapter leur temps effectif de communication téléphonique en fonction du crédit de minutes supplémentaires qui leur sera ainsi accordé. La possibilité de changer de forfait sans perdre le bénéfice du " Bonus temps " permettra notamment à certains clients de modifier leur forfait en tenant compte du temps de communication supplémentaire attribué par cette offre. Une telle disposition contribue donc en partie à une meilleure utilisation des forfaits.

Elle considère donc que l'offre " Bonus temps " se traduira par une baisse de prix des communications passées dans le cadre des forfaits auxquels elle s'applique.

Au terme de son analyse, l'Autorité constate que les niveaux tarifaires auxquels conduit l'application de cette offre sur les forfaits des gammes " Forfait Local Pro/PME " et " Forfait France Pro/PME " génère un effet de ciseau tarifaire pour les différents taux de bonification qu'elle permet.

Elle émet par conséquent un avis défavorable que la création de l'offre " Bonus temps " sur le " Forfait Local Pro/PME " et le " Forfait France Pro/PME " prévue dans la décision tarifaire de France Télécom n° 2003031.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 15 mai 2003

Le Président

Paul Champsaur

(1) Voir respectivement les avis de l'Autorité n° 02-1086, en date du 26 novembre 2002, et n° 03-507, en date du 10 avril 2003.